Au cours de cette réunion un mot qui fut souvent prononcé fut celui de "Bonne Entente"; et il synthétisait bien l'esprit des personnes présentes dont le voeu sincère est de voir les deux races canadiennes travailler la main dans la main, d'un effort commun pour assurer la grandeur et la prospérité de la vaste patrie canadienne.

Assistaient à cette importante assemblée d'hommes d'affaires, de manufacturiers, de marchands de gros

et de détaillants:

MM. James M. Robertson, président de la Thomas Robertson Co, Ltd; S.-R. Brewser; John Wilson, préprésident de la même compagnie; T. Caverhill; H.-A. Lamontagne; J.-F.-L. Caron, tous représentant la Tho-Robertson Co, Ltd.

MM. Jno. Milne, L.-N. Gélinas, Ph. Delisle, J.-E. Couillard, H.-S. Harwood, tous représentant la James

Roberson Co, Ltd.

MM. W.-J. Wall, W.-E. Jackson, C. Gelz, de la Mott Co, Ltd.

MM. H.-P. Diplock, G.-R. James, George Boyd, de la Steel Co. of Canada, Ltd.

MM. Chas. Smallpiece, H.-R. Fleet, de la Taylor

Forbes Co. Ltd.

MM. L.-P. Cadieux de la United Brass & Lead Co. de Toronto; G.-O. Mallen, F.-J. Conaughton, de la Standard Sanitary Co. de Toronto; H. Rooke, de la Page Hersey Iron & Tube Co. de Toronto; A.-C. Rankin, secrétaire-général, Toronto; Henri Viau, L.-P.-C.. secrétaire de Montréal; F.-C. Larivière, président-général, de la Dominion Credit Exchange Association; J.-A. Beaudry, de Montréal, Frank Pauzé de Montréal; S.-T. Hadley, de la Steel & Radiation Ltd; W. Skelly, de la Canada Pipe & Steel, de Toronto; Chs.-E. Morrison, de la James Morrison Brass Mfg. Co, de Toronto; John H. Ince, de la Toronto Hardware Mfg. Co., Toronto; Sherlock Jas., de la Monarch Brass Mfg. Co, Toronto; W.-E. Fice, de la Pease Foundry Co, de Toronto; le major L.-L. Anthes, de la Anthes Foundry Ltd, Toronto; W.-C. Larmouth, F.-T. Rowley, de la Dominion Radiator Co, de Toronto, etc., etc.

## **NOUVEAUX OFFICIERS**

Le 5 février dernier la succursale d'Ottawa de l'Association des Marchands-Détaillants fit l'élection de ses officiers pour l'année à venir avec les résultats suivants: président, Henry Watters; ler vice-président, H. Poulin; 2e vice-président, A. Phillips; secrétaire, A. Crabtree; trésorier, T.-W. Collins.

Au cours de l'assemblée, M. E.-M. Trowern fit une spirituelle attaque contre la loi proposée tendant à rendre illégale la fixation d'un prix uniforme sur des articles manufacturés sont des marques de commerce.

M. W.-C. Miller souligna le travail fait par l'Asso-

ciation au cours de l'année.

La succursale de Walkerville de l'Association a élu son bureau de direction qui se compose ainsi: président, Thomas Nairn; vice-président, H.-C. Bake; secrétaire, Albert-W. Webb; trésorier, A.-E. Luxford.

La section des Epiciers de Toronto, succursale de l'Association des Marchands-Détaillants a procédé le 12 février courant à l'élection de son bureau qui se compose comme suit: président, F.-C. Higgins; 1er vice-président, R. Dowson; 2e vice-président, W.-J. Parks; secrétaire, W.-J. Nicholl; trésorier, D. McLean. A cette assemblée M. Miller annonça que des arrange-

ments étaient faits pour envoyer à tous les membres des bulletins concernant les adultérations des marchandises comme montré par les enquêtes du département du revenu de l'Intérieur. Comme l'amende pour de telles infractions est de \$50 et les frais, M. Miller estime qu'une semblable information peut être de grande valeur pour les membres.

## LE COMMERCE DE MARGARINE AU CANADA

M. W.-C. Miller, le secrétaire de l'Association des Marchands-Détaillants qui fit une récente visite dans la région bordant le Lac Saint-Clair assure qu'il ne rencontra pas un seul marchand ne plaidant pas pour la levée de l'interdiction de la margarine. De plus, son enquête le long de la frontière lui permit d'établir qu'il s'effectuait un commerce considérable en fait de margarine, en dépit des restrictions qui s'y rattachent et des pénalités encourues.

Plus de 7,000 livres de margarine passent la frontière à Détroit seulement chaque mois. On ne saurait encourager ces actes illicites, mais ils démontrent néanmoins le fait qu'il y a une très forte demande pour cette "commodité". La pratique de fraude signalée le long de la frontière cause des dommages aux autres marchands et le Gouvernement devrait adopter des mesures plus agressives pour mettre fin à ces abus, ou bien alors permettre purement et simplement la vente de la margarine.

DESIRABLE?

UN EMBARGO SUR LES FRUITS EST-IL

Les producteurs de fruits du district de Niagara se proposent d'envoyer une députation à Ottawa pour demander au gouvernement l'embargo sur tous les fruits et légumes américains pendant les quatre mois de la saison fruitière canadienne. Il serait regrettable qu'une telle demande fut accueillie favorablement par le gouvernement qui trouve dans l'importation des fruits américains une source substantielle de revenus. En refusant d'accéder à toute requête de ce genre, le gouvernement suivra la bonne voie. Les embargos sont toujours des armes très dangereuses à manier et sûrement le Canada a actuellement dans ses livres assez de statuts favorisant certaines classes particulières, sans en ajouter encore à la liste. Les producteurs de fruits du Niagara sont merveilleusement situés au point de vue des expéditions. Il y a peu de marchés américains capables de placer leurs produits sur le marché d'une façon aussi expéditive et avec autant de facilité. Les produits américains ont d'ailleurs contre eux un tarif moyen d'environ 371/2 pour cent. Incontestablemnet, il y a là une protection suffisante pour le fermier du district en question. Nos cultivateurs semblent perdre de vue le fait que ce n'est pas la concurrence des marchés extérieurs qu'ils ont à craindre, mais bien celle de leurs propres conditions. Dans une bonne année, la récolte du district du Niagara est tellement abondante et la saison comparativement si courte pour chaque variété que les marchés présents ne sont pas capables de disposer de toute la production. L'embargo n'apporterait pas de soulagement à cette situation et les producteurs de cette région auraient plus d'avantage à découvrir un meilleur système de distribution par

lequel, des petites villes et des villages qui voient ra-

rement un fruit, en seraient largemnt approvisionnés.

rerement un fruit, en seraient largement approvision-

nés.